

Initiatives parlementaires

Cette motion, monsieur le Président, je la redépose chaque session depuis 1987 parce que je crois que le problème est sérieux et qu'il mérite toute notre attention. Je lisais d'ailleurs hier dans le journal *Le Droit* que les premiers ministres provinciaux réunis à Toronto réclament eux aussi la création d'un tel programme qui, selon eux, sortira le pays de la récession.

Je suis donc heureux que le sujet soit également discuté aujourd'hui à la conférence des premiers ministres sur l'économie, et j'ose espérer que le gouvernement canadien, celui de M. Mulroney, cessera de se laver les mains de ce problème national.

Mon parti, le Parti libéral, a déjà depuis longtemps reconnu l'urgence avec laquelle il fallait s'attaquer au problème des infrastructures municipales. Le 22 septembre 1988, M. John Turner, alors chef du Parti libéral du Canada et leader de l'opposition officielle, avait alors promis qu'un gouvernement libéral mettrait en oeuvre un programme national de restauration des infrastructures municipales.

Le 31 janvier 1992, M. Chrétien, le chef actuel, confirmait cet engagement. Il promettait alors une subvention fédérale qui atteindrait un milliard de dollars. Près des deux tiers des emplois créés par ces projets seraient dans le secteur de la construction et dans le secteur industriel, et 90 p. 100 des matériaux utilisés dans la construction seraient de fabrication canadienne.

Monsieur le Président, des études ont démontré qu'un investissement fédéral d'un milliard de dollars dans l'infrastructure, compte tenu des revenus additionnels d'impôt et des économies d'échelle en assurance-chômage et en assistance sociale, ne représenterait au Canada qu'un coût net de quelque 300 millions de dollars. M. Chrétien disait alors que la mise de fonds initiale de 1 milliard de dollars proviendrait d'une réduction des paiements affectés au service de la dette, une réduction résultant de la chute des taux d'intérêt.

[Traduction]

Tout le monde est d'accord pour dire qu'un tel programme d'infrastructure serait avantageux pour le Canada. Le *Toronto Star* du 18 décembre 1991 rapportait les propos de M. Pat McMahon, directeur de la Fédération canadienne des municipalités et maire de Yellowknife. Voici ce qu'il disait:

Pour relancer l'économie, il faudrait redonner du travail aux cols bleus et aux cols blancs. Ils paieraient ainsi des impôts et recommenceraient à dépenser. Il faut se rendre à l'évidence: l'infrastructure municipale de notre pays est en train de s'écrouler. Cet argent ne subventionnerait pas seulement la création d'emplois, mais rendrait aussi les municipalités plus attirantes pour les entreprises et les particuliers.

Le *Toronto Star* rapportait aussi, le même jour, l'opinion de M. Doug Peters, vice-président exécutif et économiste en chef de la Banque Toronto-Dominion, et je cite:

C'est une sacrée bonne idée. Ce genre de programme a toujours créé beaucoup d'emplois et engendré très peu de gaspillage.

Voici une autre citation, toujours tirée de la même source. M. George Saba, économiste en chef du Montreal Trust, fait valoir l'intérêt que présente la proposition de consacrer les fonds publics aux municipalités, en disant:

Nous ne dépensons pas pour consommer; nous dépensons pour investir.

Le Congrès du travail du Canada a aussi donné son appui au programme. Je cite la déclaration d'un représentant:

Tout ce qui peut stimuler l'emploi et assurer une certaine sécurité au marché intérieur, après les ravages du libre-échange, est utile.

[Français]

M. Michel Rivard, président du Comité exécutif de la Communauté urbaine de Québec disait, et je le cite:

On déverse chaque jour 500 millions de litres d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent, 51 tonnes métriques de déchets en suspension. Ce déversement quotidien équivaut à environ trois fois la capacité du colisée de Québec ou au contenu de 15 000 camions de vidange.

Ce témoignage, monsieur le Président, a été fait devant le comité libéral sur l'infrastructure au Canada.

Est-ce logique d'entendre ce genre de propos, alors que nous au Canada dépensons des millions de dollars pour assainir nos eaux? Alors que d'une main on injecte des millions de dollars pour la dépollution de nos rivières, tel que le nettoyage du fleuve Saint-Laurent, de l'autre main, on pollue par des infrastructures désuètes ou tout simplement inexistantes.

Dans ma propre circonscription d'Ottawa—Vanier, M. Claude Lavolette, directeur des travaux publics à la ville de Vanier, disait qu'une somme de 600 000 \$ par année, pendant cinq ans, serait nécessaire pour reprendre le dessus sur l'ampleur qu'a pris la détérioration des routes au cours des cinq dernières années. Pourtant, la ville de Vanier, monsieur le Président, a investi 300 000 \$ en 1991 et la même somme en 1992. Comme la plupart des municipalités de la région, la ville de Vanier a défoncé son budget d'opération pour l'enlèvement de la neige cette année et elle devra donc réduire les sommes qui auraient normalement été applicables à la réhabilitation d'infrastructures vieillissantes.

Selon une autre personne, M. Léo Goyer, qui agit à titre de commissaire du département des services environnementaux à la Municipalité régionale d'Ottawa—Carleton, la MROC devra dépenser 285 millions de dollars au cours des 10 prochaines années pour l'entre-